

ACTION HUMANITAIRE OU RECHERCHE PETROLIERE?

Ceux qui pensaient que les E.U. avaient dépêché 15.000 hommes en Somalie pour sauver ce pays de la famine et du chaos, seront probablement intéressés d'apprendre que plus des 2/3 du territoire somalien ont été concédés à 4 compagnies pétrolières américaines: AMOCO, CHEVRON, PHILLIPS et CONOCO. S'agissait-il de protéger l'aide alimentaire ou des investissements qui se chiffrent en millions de dollars?

N° 7 Février 1993

MAASTRICHT: "UNE BELLE AVENTURE"

déclarait Jacques Delors en septembre 1992.

POUR QUI?

par Amaury Couderc

Article 73 B: toutes les restrictions aux mouvements des capitaux entre les états membres et entre les états membres et les pays tiers, sont interdites.

Article 102 A: les états membres et la communauté agissent dans le respect du principe d'une économie de marché où la concurrence est libre.

A l'occasion du référendum sur Maastricht le "Rassemblement à Gauche pour le NON à Maastricht" dont est issu "Rassembler à Gauche" a largement expliqué que la libre circulation des capitaux, la libre concurrence, sans aucune garantie de construction, en parallèle, d'une "Europe sociale" entraînerait inmanquablement les capitaux à s'investir dans les pays d'Europe où les salaires sont les plus bas, les protections sociales les moins avancées et les syndicats inexistantes...

Nous y sommes, et c'est encore plus grave... le départ d'Hoover n'est que la partie émergée de l'iceberg. Elisabeth Guigou, chante de l'Europe, qui nous annonçait avant le référendum 4% de croissance et 5 millions d'emplois nouveaux, fait semblant aujourd'hui de s'apercevoir que .../...

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

COMMENT CONTINUER A VOTER A GAUCHE?

par Robert Duguet

Qu'est ce qui unit aujourd'hui les hommes et les femmes qui veulent oeuvrer au rassemblement à gauche: la rupture avec la logique libérale qui impose à notre peuple quatre millions de chômeurs, une économie de rentiers avec des SICAV à 10% tandis que les spéculateurs acculent l'économie productive à la faillite, les décisions du GATT et leurs conséquences sur l'agriculture, une politique de saccage des services publics remettant en cause concrètement les bases de l'existence de l'Etat républicain. Les partisans de l'Alternance, monsieur Rocard et ses amis, ont annoncé la couleur: il n'est pas question de

remettre en cause cette logique libérale sur le fond, mais d'y adapter un bricolage économique et démocratique. Sur le plan des années à venir nous savons quelle doit être notre ligne de conduite: s'appuyer sur le mouvement social et pousser au rassemblement et à l'expression de ceux veulent reconstruire une gauche digne de ce nom.

Pour les semaines qui nous séparent des élections du 20 mars, c'est vrai que les hommes et les femmes qui partagent notre diagnostic sont en face d'une vraie difficulté: comment malgré tout maintenir cette orientation dans un scrutin qui ne permettra pas le processus .../...

Directeurs de rédaction : A. Couderc, R. Duguet et P. Dejean S. Mayer et C.-R. Broux
Directeur de la publication : J. Adrien

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la Gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations politiques de Gauche et des inorganisés ; les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

de.recomposition politique. Je suis personnellement convaincu que, malgré quelques gesticulations préélectorales visant à recoller l'électorat socialiste au parti portant abusivement ce qualificatif, il y aura sanction politique. Rien ne laisse penser, y compris dans le meilleur cas de figure pour le gouvernement, c'est à dire la stabilisation d'un électorat, que ce dernier infléchisse sa politique à gauche. L'adaptation au libéralisme a été trop profonde et dans ses manifestations nationales et dans sa politique étrangère.

La stratégie de regroupement Rouge-Rose-Vert aujourd'hui n'a pour moi aucun fondement programmatique possible: le déplacement de l'électorat socialiste vers les Verts est sans doute un vote sanction vis à vis du PS; cependant un vote sanction ne fait pas une politique. Sur le fond le programme Vert ne se différencie pas de cette adaptation au libéralisme que nous condamnons; un seul exemple: le partage du temps de travail. La réduction du temps de travail proposée pour résorber le chômage signifie-t-elle que les salariés vont devoir se partager la quantité de travail disponible avec diminution du salaire tandis que le capital se partagera lui les profits? C'est une vraie

question que nous ne pouvons passer sous la table. Je constate ce déplacement de l'électorat, cependant je n'ai aucune raison d'appeler les citoyens à voter pour une formation dont un des responsables nationaux a d'ores et déjà expliqué qu'il pourrait gouverner avec la droite: ce n'est pas ma tasse de thé.

Je ne souhaite pas pour la France une situation à l'américaine où le mouvement ouvrier n'ait plus d'existence dans la représentation électorale: un parti démocrate, des partis libéraux et des citoyens qui pour plus de 50% ne participent plus à la vie politique. Dans le cadre de la crise économique qui se déchaîne cela signifie des dangers d'explosion sociale sans précédent, qui en l'absence de perspective politique à gauche ouvre la portes à toutes les aventures. **Bien que n'étant pas communiste, sur des éléments de programme précis de défense des salariés, dans le respect de nos différences mais dans une démarche de volonté de rassemblement à gauche, je pense que le vote pour les candidats du PCF ou soutenu par lui se justifie.** ❖

UN COMITE POUR LE DROIT AU LOGEMENT SANS EXCLUSION A ETAMPES.

par Jacques Adrien

A l'initiative de plusieurs associations et personnalités locales, un comité pour le droit au logement sans exclusion a été créé à Etampes. Il se fixe pour objectif d'agir contre l'injustice que représente la discrimination raciale en matière de distribution de logement.

Au nom de la lutte contre les ghettos et de la recomposition sociale des villes, on assiste à une véritable sélection par le faciès en présentant les minorités ethniques comme responsables du malaise des banlieues populaires.

Ce qui est en jeu, c'est la capacité de notre pays à faire cohabiter des gens différents, ou alors on fait le choix de vrais ghettos, du refus de l'intégration, et donc d'une société raciale.

Le comité qui s'est constitué à Etampes veut agir contre les discriminations opérées par certaines communes.

Le silence des responsables nationaux politiques et de l'administration un mois après la réquisition d'un logement sur la commune de Brières les Scellés, opérée par le comité montre qu'il n'y a aucune volonté politique de s'attaquer à cette injustice qu'est la discrimination dans l'octroi des logements.

LE COMITE POUR LE DROIT AU LOGEMENT SANS EXCLUSION

Appelle à protester contre cette situation les samedi 20 (à partir de 10h) et dimanche 21 février.

Une tente sera dressée face à la salle des fêtes Jean Lurçat à Etampes; une permanence sera assurée les deux jours, ainsi que la nuit pour collecter les signatures qui seront adressées au préfet de l'Essonne.

Ce bulletin est le votre, aidez-nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom _____ Adresse n° _____ rue _____

Prénom _____ Ville _____

Code postal _____

Je verse la somme de 50 F. 100F. autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon, 91790

MAASTRICHT: "UNE BELLE AVENTURE"... POUR QUI?

l'Europe, qu'elle a, avec le PS et les partis de droite, aidée à mettre en place, n'est pas "l'Europe qu'elle voulait..."

Concernant le transfert de Hoover, elle nous dit encore "les syndicats écossais ont dit avoir négocié le 'revolver sur la tempe'; ils ont accepté des baisses substantielles de salaire, ils ont renoncé aux droits syndicaux et en particulier au droit de grève..."

Michel Sapin ajoute: "ils ont eu tort de refuser une attitude commune face aux américains, et de plus, ils ont refusé tout contact. Les syndicalistes britanniques doivent changer d'attitude". Mais il n'échappe à personne que le volet social des accords de Maastricht n'implique aucune contrainte sociale, seulement des suggestions, et que lorsque le chômage atteint des chiffres alentours de 30 % dans une région, cela permet de mettre en concurrence les systèmes sociaux et organise la division des syndicats et des salariés européens sur la base de la récupération de quelques milliers d'emplois... indispensables à la survie de cette région.

Ceux qui, à gauche, ont soutenu Maastricht en expliquant que l'Europe sociale se construirait d'elle même dans les luttes avec l'ensemble des syndicats européens, se sont trompés. **Maastricht organise la division, la concurrence sans frein, le dumping social, et non la nécessaire solidarité.**

Et puis, si vous n'avez pas encore très bien compris, les dirigeants du RPR, par la voix d'Eric Raoult (au discours très social aux dires de certains députés PS) se sont chargés d'être encore plus clairs: "Pour empêcher les capitaux de s'investir ailleurs que dans notre pays, il nous appartient d'abaisser le coût du travail"... Tiens donc! abaisser le coût du travail? Comment sinon en baissant les salaires, en rognant sur la protection sociale et en renonçant aux droits syndicaux.

"Il faut faire l'Europe sociale en même temps que l'Europe économique" dit aujourd'hui E. Guigou. Que ne s'en est-elle inquiétée plus tôt...

Ce sont les mêmes, après 10 ans de gouvernement sans partage, qui nous proposent aujourd'hui les 35 heures comme recette miracle. C'est à la fois triste et pitoyable, lorsque l'on sait qu'ils n'ont eu de cesse de pourchasser et d'exclure ceux qui dans leur propre rang n'ont cessé de se réclamer d'une telle politique!...

Leur volonté de concilier à tout prix leurs adversaires de droite, les ont conduit à devancer leurs désirs et à tromper leur propre base alors que leurs adversaires, eux, n'ont jamais renoncé à utiliser tous les moyens pour les faire échouer. Au bout du rouleau, acculés, à quelques semaines à peine d'un scrutin que les sondages annoncent comme une déroute, ils font de la surenchère sociale et en appellent à la mobilisation électorale... de la gauche.

Bien sûr, avec toute la force de notre conviction, après avoir appelé au premier tour à voter pour ceux qui ont assuré la permanence de la représentation des intérêts des salariés, c'est-à-dire les candidats soutenus ou présentés par le PCF (même si nous avons encore des divergences avec lui), au deuxième tour, nous appellerons sans aucune restriction au "désistement réciproque", tout en sachant que si c'est une condition nécessaire pour battre la droite, comme nous sommes des hommes de raison et de conviction en prise avec les réalités, nous savons aussi que ce ne sera pas une condition suffisante.

BREVES

Mais où est donc passé le candidat socialiste dans la deuxième circonscription?

Ce candidat se défend d'être à droite... cela nous semblait acquis. Mais plus grave, il se défend d'être de gauche!...

Tiens donc, où est-il alors?

Vert, peut-être? Non, les

"Verts" ont leur candidat.

Ni droite, ni gauche, c'est un vieux refrain auquel ne se sont jamais laissé prendre les électeurs qui aiment bien savoir pour qui ils vont voter.

Nous n'avons rien inventé, c'est écrit en toutes lettres dans sa profession de foi:

"Face aux autres candidats tant de droite que de gauche... etc..."

Nouvelles de la PAC.

L'Europe consomme un volume de maïs à peu près identique à celui qu'elle produit: 28 millions de tonnes.

Les accords avec Washington prévoient la fin des livraisons de maïs à l'Espagne en 1990. Les USA viennent d'obtenir de Bruxelles la prolongation de cet accord. Non content de cette reculade, ils viennent d'imposer une autre entorse à la préférence communautaire: la livraison de 500.000 tonnes de maïs au Portugal...

Cela fera 2 millions de tonnes de maïs que la communauté devra subventionner à l'exportation, au désespoir de nos agriculteurs.

MAASTRICHT: "UNE BELLE AVENTURE"... POUR QUI?

La Gauche dans l'esprit des citoyens ce n'est plus majoritairement le PS. Même si les directions devaient s'engager dans un désistement automatique (comme il est bien sûr éminemment souhaitable) et on est encore loin de ce cas de figure, le vote des électeurs écologistes et des électeurs communistes ne se retrouvera dans un rassemblement Rose-Rouge-Vert que si le PS répond **concrètement** aux interpellations des uns et des autres sur des points précis:

- quelle Europe?
- quelle Politique Agricole Commune
- la durée du travail? les salaires?
- l'éducation nationale, l'école publique
- la justice
- la solidarité
- la fin du libéralisme débridé
- les transports, les banlieues
- **le chômage**
- le mode de scrutin proportionnel

et non en continuant à glorifier un bilan dont tout le monde s'accorde à dire qu'il n'a pas répondu aux attentes des français et du peuple de Gauche.

S'il n'y a pas de réponse aux ouvertures des uns et des autres, il y aura échec global de la gauche.

Echec programmé?... peut-être voulu... en vue d'une autre probable recomposition... à droite.

Oui, l'ancien premier secrétaire fédéral de l'Essonne du PS a raison lorsqu'il en appelle à l'**action** et au **dialogue** avec les deux forces de gauche: communiste et écologiste.

Mais qui dit dialogue, dit aussi **compromis politique** et non appel à se ranger derrière une politique, porteuse de la précarisation et de trois millions de chômeurs, et dont plus personne ne veut. C'est en cela qu'il ne peut y avoir simplement relève à gauche, mais **recomposition** avec toutes ses composantes y compris le PC pour la mise en oeuvre d'une "autre politique" sociale, de solidarité, d'abandon du libéralisme débridé, du retour de l'Etat, du service public, d'une véritable Europe sociale,... en somme, un **compromis politique voulu par tout le peuple de gauche** qui a encore en mémoire la brutalité de la droite lorsqu'elle est revenue en 1986 laquelle ne manquerait pas de remettre en cause ce qui reste d'acquis social si par malheur elle revenait en 1993.

Ce **compromis minimum** entre toutes les composantes de la gauche et les écologistes est possible, il faut faire vite, les électeurs **veulent savoir où ils vont, pour qui ils vont voter, pour faire quelle politique.** □

Que d'eau... que d'eau!

Le MRG départemental nous fait savoir qu'à l'occasion des élections législatives de mars 93 il n'entend pas être le "porteur d'eau du PS".

RVI

La direction de RVI réaffirme son intention de supprimer 1.348 emplois.

ASSEDIC

Le nombre d'allocataires indemnisés par les ASSEDIC s'élevait, fin décembre à 2.684.000, soit une hausse de 0,4% par mois...

Le nombre de chômeurs a augmenté de 145.000 en 1992.

Somalie.

De plus en plus d'accrochages entre des groupes somaliens armés et les troupes étrangères. Ces accrochages auraient fait plus de 42 morts.

Hoover.

La fermeture de l'usine de fabrication d'aspirateurs Hoover a déjà provoqué la suppression de 600 emplois.

BREVES

Vivre et résister.

Le mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) organise une exposition itinérante qui durera un an, en France, sur le thème: "Palestine, vivre et résister".

Le but de cette exposition est, en montrant la vie quotidienne de ce peuple, hommes, femmes, enfants, dans leur lutte, de briser le mur de l'indifférence et montrer l'impérieuse nécessité d'une solution juste et pacifique.

L'exposition a pu être réalisée grâce à une subvention du conseil général de Seine Saint Denis.

Le SNETAP (enseignement agricole) quitte la FEN.

Le syndicat national de l'enseignement technique agricole public a décidé de quitter la FEN et de se joindre à d'autres organisations "pour la construction d'un nouveau fédéralisme". Le SNETAP (3.300 adhérents), majoritaire dans son secteur, est le quatrième syndicat à sortir de la FEN depuis le début de la crise au sein de la centrale enseignante.